2007-05345/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES SEPTEMBRE 2005

APERÇU

- Le produit intérieur brut (PIB) réel a connu une croissance de 3,2 % au deuxième trimestre de 2005, après une hausse de 2,1 % au premier trimestre.
- La demande intérieure finale est demeurée vigoureuse, progressant de 2,9 % après avoir fait un gain de 6,2 % au premier trimestre. L'investissement résidentiel a connu une reprise après avoir fléchi au trimestre précédent.
- Cet accroissement de la demande intérieure a été comblé par la production intérieure, car les importations réelles ont diminué de 3,5 % après avoir bondi de 11,0 % au premier trimestre. Les exportations réelles ont pour leur part augmenté de 0,8 %, après avoir gagné 5,5 % au premier trimestre.
- Le compte courant a enregistré son 24e excédent trimestriel consécutif. Cet excédent a augmenté de plus de 5 milliards de dollars pour s'établir à 18,7 milliards, soit 1,4 % du PIB nominal.
- Depuis la fin de 2004, l'économie canadienne a créé plus de 137 000 emplois nets, tous à temps plein. Le taux de chômage s'est maintenu à 6,8 % en août, ce qui est près du taux le plus bas atteint depuis 1976.

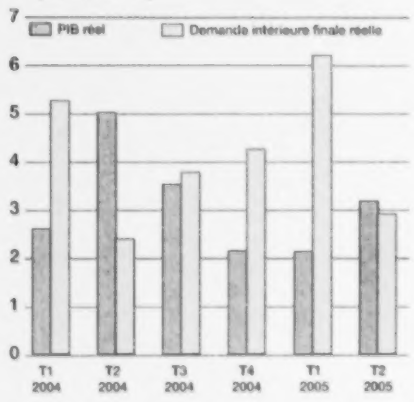
Croissance de 3,2 % du PIB réel

Le PIB réel a augmenté de 3,2 % au deuxième trimestre. La croissance de la demande intérieure finale a de nouveau été vigoureuse et a été comblée grâce à une augmentation de la production intérieure, car les importations réelles ont diminué (graphique 1).

Ralentissement de la croissance des dépenses de consommation

Les dépenses de consommation réelles ont augmenté de 2,4 % au deuxième trimestre, alors qu'elles avaient connu une hausse de 6,7 % au premier trimestre. La progression a été moins forte pour les biens durables, les biens semi-durables et les services, tandis que les dépenses en biens non durables ont diminué.

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure finale réelle



Nota – Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles du 9 septembre 2005 à la fin de la journée.

Principaux indicateurs économiques
(Variation en pourcentage en taux annuels, sauf indication contraire)

	2003	2004	T4 2004	T1 2005	T2 2005	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	2,0	2,9	2,1	2,1	3,2	–	
Demande intérieure finale	3,6	3,9	4,3	6,2	2,9	–	
Dépenses publiques						–	
Biens et services	2,9	2,7	2,1	3,6	3,1	–	
Immobilisations brutes	4,5	4,9	3,6	6,4	-1,7	–	
Dépenses de consommation	3,1	3,4	3,8	6,7	2,4	–	
Investissement résidentiel	6,2	8,3	5,2	-1,5	7,9	–	
Investissements fixes des entreprises	6,1	6,1	9,9	13,5	3,5	–	
Construction non résidentielle	5,7	0,8	0,9	13,1	4,1	–	
Machines et matériel	6,4	9,8	16,5	13,7	3,2	–	
Investissements en stocks des entreprises (G$)	11,1	11,5	22,6	15,3	11,3	–	
Exportations	-2,1	5,0	-3,1	5,5	0,8	–	
Importations	4,1	8,1	8,3	11,0	-3,5	–	
Solde du compte courant							
(nominal; G$)	18,4	28,8	21,1	13,5	18,7	–	
(% du PIB)	1,5	2,2	1,6	1,0	1,4	–	
Revenu personnel nominal	3,4	4,3	4,5	3,6	6,0	–	
Revenu personnel disponible nominal	3,7	3,9	3,5	2,2	4,3	–	
Revenu personnel disponible réel	2,1	2,5	2,1	1,0	2,3	–	
Bénéfices avant impôts	8,7	18,7	6,1	7,0	9,5	–	
Coûts et prix (%, une année sur l'autre)							
Indice implicite du PIB	3,3	3,0	3,5	2,9	2,2	–	
Indice des prix à la consommation	2,8	1,9	2,3	2,1	1,9	2,0	juillet 2005
IPC hors les huit éléments les plus volatils	2,2	1,5	1,6	1,8	1,6	1,4	juillet 2005
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2,1	1,1	0,7	1,0	1,7		
Règlements salariaux (total)	2,6	1,8	2,2	2,6	2,6	2,7	juin 2005
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	7,6	7,2	7,1	7,0	6,8	6,8	août 2005
Croissance de l'emploi	2,3	1,8	1,7	0,6	1,7	0,7	août 2005
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	71,6	77,0	81,9	81,5	80,4	84,93	9 sept. 2005
Taux préférentiel (%)	4,7	4,0	4,3	4,3	4,3	4,50	9 sept. 2005

Nota – Les données réelles sont en dollars chaînés de 1997.
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Ressources humaines et Développement des compétences Canada

Le revenu personnel a augmenté de 6,0 % au deuxième trimestre, contre 3,6 % au premier. Le revenu du travail a progressé de 6,2 %, l'emploi et le nombre moyen d'heures travaillées par employé ayant connu un rythme de croissance plus élevé qu'au trimestre précédent. Le revenu personnel disponible réel a augmenté pour un septième trimestre de suite, dans une proportion de 2,3 % cette fois, comparativement à 1,0 % le trimestre précédent. Le revenu personnel disponible réel par habitant a pour sa part augmenté de 1,5 %; il a ainsi progressé de 16 % depuis le creux enregistré au deuxième trimestre de 1996. Pour un deuxième trimestre consécutif, les consommateurs ont dépensé plus que leur revenu disponible.

Reprise de l'investissement résidentiel

L'investissement résidentiel a progressé de 7,9 % au deuxième trimestre, après avoir reculé de 1,5 % au premier. Les faibles taux d'intérêt ont continué de favoriser l'activité dans le domaine du logement : la hausse du nombre de mises en chantier résidentielles a conduit à une augmentation de 0,5 % du niveau d'activité dans le secteur de la construction, comparativement à une baisse de 6,0 % au premier trimestre. Les dépenses de rénovation ont augmenté plus rapidement qu'au trimestre précédent, tandis que l'activité sur le marché de la revente a donné lieu à un gain important au chapitre des coûts de transfert immobilier.

Hausse des investissements fixes des entreprises

Grâce à des taux d'intérêt peu élevés et à des bénéfices record, les dépenses des entreprises en usines et en matériel ont augmenté pour un dixième trimestre consécutif, cette fois de 3,5 %, après avoir bondi de 13,5 % au premier trimestre. Les investissements en machines et en matériel ont augmenté de 3,2 %, après avoir gagné 13,7 % au trimestre précédent.

La construction non résidentielle a progressé de 4,1 %, après un gain important au premier trimestre. Pour un deuxième trimestre consécutif, les travaux de construction de bâtiments (immeubles à bureaux et centres commerciaux) et les travaux de génie ont contribué à cette hausse.

Ralentissement de l'augmentation des stocks des entreprises

Les entreprises ont augmenté leurs stocks de 11,3 milliards de dollars au deuxième trimestre, soit 3,9 milliards de moins qu'au premier trimestre. Ce ralentissement s'est concentré dans les secteurs manufacturiers. Le ratio des stocks aux ventes est demeuré en deçà de sa moyenne historique.

Hausse des exportations

Les exportations ont augmenté de 0,8 % au deuxième trimestre, après avoir connu une hausse de 5,5 % au trimestre précédent (graphique 2). Dans le cas des exportations de biens, la hausse des investissements en ordinateurs et en logiciels aux États-Unis a contribué à la croissance des exportations de machines et de matériel, en particulier le matériel de technologie de l'information et de communications. Ce gain a toutefois été en grande partie neutralisé par le net fléchissement des exportations de produits des secteurs de l'automobile et de l'énergie; ainsi, les exportations d'automobiles ont chuté, car la hausse des ventes aux États-Unis a été comblée en partie par la réduction des stocks dans ce pays. Enfin, les exportations de services ont augmenté de 4,1 %.

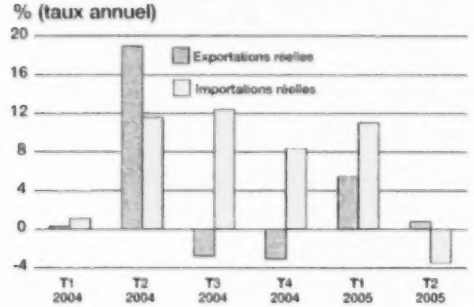
Baisse des importations

Les importations réelles ont connu une première baisse, de 3,5 %, après six hausses consécutives. Cette baisse était assez généralisée, mais elle a été marquée dans le cas des produits industriels et des produits du secteur de l'énergie. Les importations de produits de l'automobile ont diminué légèrement, particulièrement celles de pièces servant à la production de véhicules, étant donné la baisse des exportations dans le secteur de l'automobile. Toutefois, la hausse des investissements a fait augmenter les importations de machines et de matériel de 7,0 %, ce qui constitue une neuvième hausse de suite. Enfin, les importations de services ont augmenté de 2,5 %.

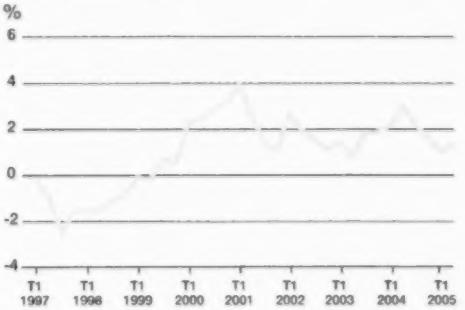
Accroissement de l'excédent du compte courant

Au deuxième trimestre, le compte courant a enregistré son 24e excédent consécutif, ce qui contraste avec les déficits subis durant la plus grande partie des années 1980 et 1990. L'excédent a atteint 18,7 milliards de dollars, soit 1,4 % du PIB nominal, contre 13,5 milliards au trimestre précédent (graphique 3). La hausse des exportations réelles et la baisse des importations réelles ont fait en sorte que l'excédent commercial nominal a augmenté de plus de 5 milliards. Toutefois, la forte hausse des dividendes versés à des non-résidents a contribué à creuser le déficit au chapitre des revenus de placement, ce qui a limité la hausse de l'excédent du compte courant.

Graphique 2
Croissance des importations et des exportations réelles



Graphique 3
Compte courant en pourcentage du PIB nominal



Nouvelle hausse des bénéfices des sociétés

Les bénéfices des sociétés ont augmenté de 9,5 % durant le deuxième trimestre, comparativement à une hausse de 7,0 % au premier. Une forte tendance à la hausse des bénéfices a fait passer leur part du PIB à un niveau record de 14,0 %, ce qui est nettement supérieur à la moyenne historique de 10,1 % enregistrée depuis 1961 (graphique 4). Les entreprises non financières ont enregistré des gains, les producteurs de pétrole et de gaz ainsi que les entreprises d'exploitation minière profitant de la vigueur des cours des produits de base.

L'inflation des prix à la consommation demeure faible

L'indice implicite du PIB, qui constitue une mesure exhaustive des prix, a augmenté de 2,0 % au deuxième trimestre et est de 2,2 % supérieur à son niveau d'un an auparavant.

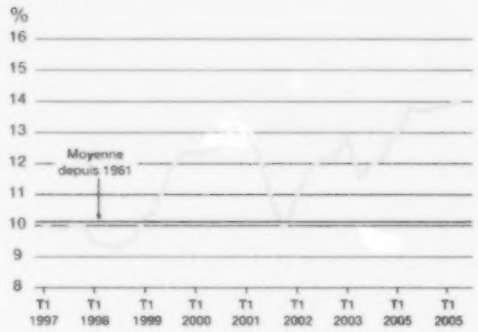
Mesurée d'une année sur l'autre, l'inflation des prix à la consommation a été de 2,0 % en juillet, comparativement à 1,7 % en juin, en raison de la hausse des prix de l'essence et du gaz naturel. L'inflation mesurée par l'indice de référence, qui exclut les huit éléments les plus volatils, s'est établie à 1,4 % en juillet, ce qui est inférieur au point médian de la fourchette cible de 1 % à 3 %.

Le taux de chômage continue de se maintenir près de son plancher historique

L'emploi a connu une croissance de 1,7 % au deuxième trimestre et 33 400 emplois se sont ajoutés en juillet et en août. Depuis la fin de 2004, l'économie canadienne a créé 137 600 emplois nets, tous à temps plein. Le taux d'activité était de 67,2 % en août, tout comme en juin et en juillet; il demeure toutefois légèrement plus bas que celui enregistré en mai et que son niveau record de 67,7 % établi à la fin de 2003 et égalé à plusieurs reprises depuis. Le taux de chômage est demeuré stable à 6,8 % en juillet et en août, après avoir été de 6,7 % en juin, ce qui égalait le record établi au début de 1976.

La productivité horaire du travail est demeurée au même niveau qu'au premier trimestre, la hausse des heures travaillées étant égale à celle de la production. Auparavant, la production par heure travaillée avait augmenté de 0,7 % au premier

Graphique 4
Bénéfices avant impôts en proportion du PIB nominal



trimestre, après avoir bondi de 2,5 % au quatrième trimestre de 2004. Les coûts de main-d'œuvre par unité de production ont augmenté de 2,9 % au deuxième trimestre et étaient de 1,7 % supérieurs à leur niveau d'un an auparavant.

La Banque du Canada hausse son taux directeur

Le 7 septembre, la Banque du Canada a haussé son taux directeur – le taux cible du financement à un jour – d'un quart de point de pourcentage pour le porter à 2,75 %; il s'agissait de la première hausse du genre depuis octobre 2004. La Banque a indiqué que « l'économie tourne près des limites de sa capacité » et que la hausse du taux directeur « contribuera à favoriser l'équilibre de l'offre et de la demande globales au sein de l'économie et à maintenir l'inflation au taux cible à moyen terme ».

La Réserve fédérale américaine a haussé son taux directeur à dix reprises entre juin 2004 et août 2005, le faisant passer de 1,00 % à 3,50 % durant cette période. Les taux d'intérêt américains sont maintenant supérieurs aux taux canadiens pour l'ensemble des échéances.

Après avoir clôturé à 85,04 cents US le 26 novembre 2004, ce qui était sa valeur la plus élevée en près de 13 ans, le dollar canadien s'est replié jusqu'à 78,77 cents US le 16 mai 2005. Il a toutefois rebondi par la suite, entraîné par la progression des cours des produits de base, et il a clôturé à 84,93 cents US le 9 septembre 2005.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Steven James au (613) 992-4321. Cette publication se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.